

Rosser, Richard F., *An Introduction to Soviet Foreign Policy*,
Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1969, pp. VIII-391 p.

Basile G. Spiridonakis

Volume 3, numéro 2, 1972

Les politiques de défense

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700207ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700207ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Spiridonakis, B. G. (1972). Compte rendu de [Rosser, Richard F., *An Introduction to Soviet Foreign Policy*, Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1969, pp. VIII-391 p.] *Études internationales*, 3(2), 280–281.
<https://doi.org/10.7202/700207ar>

être lu avec plaisir autant par l'académicien dans sa tour d'ivoire que par l'homme vivant dans le monde réel, inquiet et aliéné. Le seul secteur faible du livre est celui des recommandations. Toffler pose le problème d'une façon magistrale mais n'offre aucune solution véritable autre qu'un vœu pieux, qui est devenu le cliché de rigueur pour terminer de tels ouvrages : faire en sorte que les institutions rattrappent la technologie. Un livre exposant les moyens pratiques de défense contre l'assaut de l'avenir et qui exposerait d'une façon concrète par quels moyens les institutions pourraient rattraper la technologie serait certainement le prochain *best-seller*. Avis aux amateurs.

KIMON VALASKAKIS

Économique,
Université de Montréal.

FRANÇOIS-PONCET, Jean, *La politique économique de l'Allemagne occidentale*, Éditions Sirey, Paris, 1970, 404p.

La première partie de cet ouvrage s'adresse à une question de la continuité historique. La défaite de 1945 n'a pas marqué pour l'Allemagne une rupture complète avec le passé. Sous quelle impulsion donc a-t-elle renoncé à sa prédilection pour un capitalisme organisé et comment est-elle devenue tout à coup le héraut de l'économie de marché ? Bien sûr, « l'École de Fribourg a réalisé la synthèse du libéralisme classique auquel l'intelligentsia allemande était restée allergique, avec les aspirations traditionnelles de l'âme germanique » ; mais dès 1949, « c'est le miracle économique en puissance qui explique le succès du libéralisme, autant et sans doute plus que l'inverse ».

Dans la seconde partie, François-Poncet examine les succès de la politique libérale. Le libéralisme a eu ses lacunes. Beaucoup de subventions gouvernementales ont été conservées plutôt en conséquence des exigences de certains intérêts privés que d'aucun principe de politique économique. Les « Konzerns » ont retrouvé leur ancienne puissance. Les banques, à travers la présence de leurs représentants dans les conseils d'administration des entreprises privés, ont réglé bien des affaires sans l'arbitrage du marché. « L'État assura une grande partie des investissements et l'autofinancement fit le

reste, en sorte que l'épargne forcée des contribuables et des consommateurs supporta les charges du relèvement et de l'expansion ». Cependant le gouvernement de Bonn a pris à l'encontre des pratiques restrictives des entreprises privées, des mesures relativement énergiques, et l'ouverture du marché allemand à la concurrence internationale a eu une grande efficacité en faisant régner un esprit de compétition dans l'industrie allemande.

Dans la troisième partie, l'auteur s'occupe de l'évolution de l'Allemagne vers une politique économique « mixte » comme celles des autres pays du monde capitaliste. Cette politique a, par rapport à celles des autres pays, trois privilèges ; celui d'être fondé sur une définition nette du rôle de l'État, celui d'avoir placé au sommet de la hiérarchie de ses choix le maintien de la stabilité monétaire, et celui de recueillir l'adhésion de l'opinion publique. En bon historien, l'auteur cherche les tournants de cette évolution. En 1959, au congrès de Bad-Godesberg, la sociale-démocratie allemande accepta les mécanismes du marché comme base du régime économique. En 1961, l'interruption par le mur de Berlin de l'arrivée des réfugiés augmenta l'agressivité syndicale et créa une menace permanente de la surchauffe économique. En 1966, M. Schmücker proposa l'autorisation du gouvernement à modifier les taux de l'impôt sur le revenu et ceux de l'amortissement pour régulariser la conjoncture et en 1967 la loi sur la « stabilité et la croissance économiques » eut l'appui de la démocratie chrétienne aussi bien que de la sociale-démocratie.

Ce livre est sans index.

H. R. C. WRIGHT

Économique,
Université McGill.

ROSSER, Richard F., *An Introduction to Soviet Foreign Policy*, Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1969, pp. VIII-391p.

Malgré la modestie du titre, qui convient à un manuel du premier cycle d'études universitaires, l'auteur, professeur de science politique à l'Académie des forces de l'Air des États-Unis, au Colorado, nous offre une excellente synthèse de la théorie et de la pratique de la

politique extérieure de l'U. R. S. S. depuis la révolution bolchévique jusqu'en 1968. Dans la préface, le lecteur est averti qu'il s'agit d'une tentative d'initier étudiants et profanes dans les complexités du mécanisme de cette politique. D'après les résultats, cette tentative nous paraît réussie.

L'organisation méthodique, la planification systématique des données, la présentation, enfin, facile et naturelle de l'ouvrage font une bonne impression. Par exemple, les chapitres, dont le contenu est bien défini et bien délimité, commencent par un énoncé bref du problème, contiennent un exposé rationnel, terminent sur une conclusion sommaire d'une simplicité admirable, et sont suivis d'une bibliographie judicieusement choisie. Basé essentiellement sur une imposante documentation, qui comporte des études savantes d'analyse et de synthèse aussi bien que quelques sources imprimées, ce travail prouve que son auteur est parfaitement au courant de l'état actuel de la recherche la plus sérieuse disponible en anglais.

Pour un historien fidèle aux règles de la méthode de l'analyse critique, il serait facile de mettre en doute au moins certaines prémisses. Mais il serait injuste de prendre ce travail comme une « histoire diplomatique » de l'U. R. S. S. Pour être bien menée, une telle étude nécessiterait l'accès plus ou moins illimité aux sources d'archives, ce qui est hors de question pour plusieurs années à venir. Devant cette carence, le politologue est bien obligé d'utiliser d'autres types de documentation lui permettant d'arriver à des conclusions qui restent, pour l'historien, plus ou moins spéculatives.

Du point de vue de la structure ce livre est divisé en deux parties inégales. La première, pour nous la plus intéressante, est intitulée : « The Bases of Soviet Foreign Policy » (pp. 13-85). Ici l'auteur identifie, définit et délimite les forces profondes qui motivent, orientent et guident la politique extérieure de l'U. R. S. S. Le facteur géopolitique est présenté brièvement dans un contexte historiste bien réfléchi, les constantes du comportement soviétique se rapprochant de plus en plus d'une caractérisation nationale russe. Dans deux bons chapitres sur la théorie marxiste-léniniste des relations internationales (pp. 39-85), sont mis en relief, surtout, les avantages qui découlent d'une idéologie politique totalitaire de contenu messianique. La compulsion aidante, cette théorie

maintient l'élan vital à un certain degré d'intensité, fournit une prédisposition psychologique favorable, et permet enfin une continuité dans la planification de la politique extérieure ayant des objectifs à long terme relativement fixes.

La deuxième partie, intitulée : « The Tactics of Soviet Foreign Policy » (pp. 87-363), constitue un précis historique de la politique extérieure soviétique. Dans le triptyque des mobiles (attachement de l'élite au pouvoir, poursuite de l'intérêt national, idéologie marxiste-léniniste), les inconséquences de la théorie et de la pratique sautent aux yeux. Une expérience négative a démontré aux premiers bolchéviques qu'un dogmatisme rigide n'était pas rentable puisqu'il leur enlevait la liberté des options et le facteur surprise sur lequel ils ont toujours beaucoup compté.

Par conséquent, le gouvernement soviétique, qui n'a pas le souci de justifier les revirements de sa politique extérieure devant un public doué de faculté critique, paraît avoir une liberté d'action presque illimitée. Des rajustements se font en tout temps permettant à la politique extérieure de l'U. R. S. S. de s'accommoder de toute situation. Depuis Lénine, un grand réaliste, les Soviétiques ont choi d'interpréter et d'adapter le marxisme dans un contexte en évolution perpétuelle. Après tout, il fallait choisir d'être, ou bien conséquent et inefficace, ou bien inconséquent mais efficace. Dans cette étude, il est évident que les leaders soviétiques ont choisi d'être, avant tout autre chose, efficaces.

Basile G. SPIRIDONAKIS

Histoire,
Université de Sherbrooke.

FAGEN, Richard R., et CORNELIUS Jr., Wayne A., *Political Power in Latin America: Seven Confrontations*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1970, 419p.

Selon Fagen et Cornelius, c'est par une analyse minutieuse des confrontations politiques, de ces moments dramatiques où les hommes publics se livrent ouvertement à des luttes acharnées que l'on en arrivera à une connaissance vivante du phénomène politique latino-américain. Élections cruciales, tentatives de